CONSEIL D'ÉTAT

Arrêté concernant la répartition du crédit-cadre de 9'300'000 francs en garantie des emprunts bancaires souscrits par les institutions d'éducation spécialisées, nécessaires à leurs fonds de roulement

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014, et ses règlements d'exécution ;

vu la loi sur l'aide financière aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents du canton (LESEA), du 22 novembre 1967 ;

vu l'entrée en vigueur des contrats de prestations pour le domaine des IES ;

vu le décret portant octroi de quatre crédits-cadre d'un montant total de 61'500'000 francs, destinés au cautionnement du fonds de roulement des institutions sociales, des institutions d'éducation spécialisée, des organismes de soutien et des écoles spécialisées, du 1^{er} septembre 2015 ;

vu le montant de 12'600'000 francs affecté au crédit cadre en faveur des institutions d'éducation spécialisée ;

vu la fusion de la Fondation Neuchâtel Addiction et de la Fondation Goéland, ayant permis la création d'une nouvelle fondation, la Fondation Addiction Neuchâtel, en date du 1^{er} janvier 2017, puis la reprise, par la Fondation Addiction Neuchâtel, des activités de l'institution Le Devens, auparavant propriété de la Fondation suisse de l'Armée du Salut en date du 1^{er} janvier 2018 ;

considérant que les activités de la Fondation Goéland et de l'institution Le Devens, auparavant comprises dans le crédit-cadre des institutions sociales, doivent en être sorties et intégrées au crédit-cadre relatif aux organismes de soutien pour la même somme ;

vu la fusion des fondations Jeanne-Antide et Sombaille Jeunesse Maison des jeunes, et que celle-ci n'a pas de cautionnement ;

vu l'entrée en vigueur des contrats de prestations pour le domaine des institutions d'éducation spécialisée ;

vu la diminution importante des besoins en cautionnement des institutions d'éducation spécialisée ;

considérant que les montants des crédits-cadre fixés par le décret ne correspondent plus à la réalité du terrain

que l'adaptation nécessaire n'implique qu'une correction technique financièrement neutre dans le cadre du crédit d'engagement global de 61'500'000 francs ;

sur la proposition de la conseillère d'État, cheffe du Département de l'éducation et de la famille,

arrête :

Transfert sur
crédit-cadre
OS et IS

Article premier Une part du crédit-cadre de 12'600'000 francs attribué aux institutions d'éducation spécialisée est transférée sur le crédit-cadre relatif aux organismes de soutien pour un montant de 2'200'000 francs et sur le crédit-cadre relatif aux institutions sociales pour un montant de 1'100'000 francs.

- Crédits d'objets **Art. 2** Dans les limites du crédit-cadre de **9'300'000** francs, en garantie des emprunts bancaires souscrits par les institutions d'éducation spécialisée, nécessaires à leurs fonds de roulement, le Conseil d'État accorde le cautionnement simple de l'État à concurrence :
- a) de **470'000** francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par la **Fondation l'enfant c'est la vie**. Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1.25 %.
 - b) de **800'000** francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par la **Fondation Les Billodes**. Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1 %.
 - c) de **580'000** francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par la **Fondation Borel**. Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1.25 %.
- Cautionnement **Art. 3** Les cautionnements sont accordés pour une durée limitée à 1 an dès le 1^{er} janvier 2019.
- Entrée en vigueur **Art. 4** Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.
- Publication **Art. 5** Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 19 décembre 2018

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. KURTH

La chancelière,
S. DESPLAND